

## 2 Politique

## Législatives 2018/Après la publication des listes de candidats/Ngounié

## Mouila au cœur de la bataille !

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

De l'avis de nombreux observateurs, les élections législatives d'octobre prochain, seront les plus indécises que la Ngounié ait connu depuis 1990. En dehors des traditionnelles empoignées, l'avènement des nouvelles forces politiques, Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) et Les Démocrates (LD) est à l'origine d'une nouvelle redistribution des cartes dont l'une des conséquences est de réduire l'influence du parti au pouvoir, le PDG. De Ndendé à Mimongo, en passant par Lébamba, Mbigou et Malinga, sans compter Fougamou, Mandji et Guietsou, ce scrutin législatif servira de baromètre à l'influence réelle des différents camps.

DEPUIS 1990, Mouila est au cœur d'une bataille politique sans merci entre les acteurs politiques originaires de la contrée. Plus de trente ans après, rien n'a bougé. Tout le contraire.

Les rivalités se sont exacerbées, et le chef-lieu de la province de la Ngounié est devenu un véritable champ de guerre politique. Les Législatives à venir seront donc l'occasion propice, pour les uns et les autres, d'en découdre pour obtenir les suffrages des "Molvinois". Tout comme dans le reste de cette province, l'une des plus grandes du pays, avec neuf départements, ces élections promettent déjà d'être sans pitié.

Ainsi, à Mouila, les deux sièges de la commune verront s'affronter des poids lourds de la politique locale, voire nationale. Au 1er arrondissement, le député sortant, l'ancien ministre, le Pr Léon Nzouba (PDG) va croiser le fer avec deux anciens membres du gouvernement, désormais dans l'opposition radicale,



Serge Maurice Mabilia (RHM)...



... Pr Léon Nzouba (PDG)...



...Jean Norbert Diramba (LD)...



... et Jean De Dieu Moukagni Iwangou de l'US ont rendez-vous le 06 octobre prochain à Mouila.

Serge-Maurice Mabilia (RHM), Jean-Norbert Diramba (LD) et l'actuel ministre d'Etat, ministre de l'Enseignement supérieur et le président fondateur de Union et Solidarité (US), Jean de Dieu Moukagni Iwangou. C'est vrai, cette circonscription, longtemps chasse gardée du PSD de Pierre-Claver Maganga Moussavou, risque de vivre des bouleversements sans précédent au point de changer sa physionomie politique. Plus que jamais le combat des législatives y reste ouvert. A en croire les observateurs, tout va se jouer au second tour, avec

un PDG qui risque de connaître des fortunes diverses. "Wait and See". Moins fratricide au 2e arrondissement, le bataille mettra aux prises le "Pdgiste", Martial Rufin Moussavou, ancien ministre des Mines, aux candidats des partis politiques de l'opposition, à savoir RHM, LD, l'ADERE, ainsi que les challengers du PSD et de l'US. Dans les trois sièges du département de la Douya-Onoye, malgré les pronostics favorables au PDG, il n'en demeure pas moins que la nouvelle configuration de l'opposition radicale, incarnée par

des anciens de «la maison PDG», pourrait jouer des tours...

Si au nord de ladite province, à Guietsou, l'unique siège va donner lieu à un affrontement entre l'actuel ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou (PSD), Juliette Moutsinga (PDG), Pie Makanga Missamou (US) et l'indépendant Roland Matsiendi (PDG), à Fougamou et Mandji, les choses devraient tourner en faveur de la plus vieille formation politique du pays. Même cas de figure, du côté de Ndendé, où Yves Fernand Manfoumbi ne devrait véri-

tablement pas avoir du mal à tirer son épingle du jeu. Et loin s'en faut, ce n'est pas l'unique candidature "nationale" de l'UPG, de l'ancien ministre d'Etat, Mathieu Mboumba Nziengui qui pourrait inquiéter "Manf10".

Au sud de la Ngounié, la situation est appelée à être plus tendue. A Mimongo, Lébamba, Mbigou et Malinga, traditionnelles bastions du PDG, les législatives 2018 devraient renverser la tendance dans une moindre mesure. Nombreux sont les députés sortants qui n'ont pas été investis ou qui ont tourné

casaque d'eux-mêmes pour rallier la nouvelle opposition représentée par RHM et LD. Selon les tendances, ces deux partis font leur entrée en force dans l'électorat de cette région du pays. Si des personnalités politiques n'émergent pas, il y a que les Ngoma Madoungou (RHM), Stéphane Iloko (PDG), Philippe Nzengue Mayila (LD), Hilaire Machima font office de challengers principaux de ces élections. La vérité des urnes ne manquera pas de garder tout son suspense afin que les batailles ne soient que plus belles et indécises.

## Miroir du gouvernement

## Où le bât blesse-t-il ?

CHEZ nous, il y a véritablement des situations difficiles à cerner. Comment expliquer, en effet, que depuis de nombreuses années, on ne soit pas encore venu à bout de la problématique du ramassage et de la collecte d'ordures ménagères à Libreville ? Manque de volonté politique ? Absence de coordination entre les services ? Faute d'imagination ? Bref, c'est à ne rien y comprendre.

D'autant plus que, d'une certaine manière, même les difficultés financières actuelles de l'Etat ne sauraient suffire de justification car, il y va quand même de la santé des populations. Rien ne devrait véritablement constituer un obstacle à leur bien-être. Le plus

grave dans tout cela, c'est que les Librevillois ne reçoivent pas une once d'explication. Et dire qu'ils sont les premiers concernés ! Comme si cela ne suffisait pas, à chaque fois, on leur sert le même scénario : foyers d'immondices à plusieurs endroits de la ville, rencontre gouvernement-responsables des sociétés chargées de la collecte et du ramassage d'ordures, retour à la normale pendant un certain temps et crise à nouveau.

Et pourtant, à première vue, les choses paraissent simples. Chaque année, en effet, l'Etat consacre trois milliards de nos francs pour débarrasser Libreville des ordures ménagères. Cette do-

mination, gérée par le ministère de l'Intérieur, qui assure également la tutelle de l'Hôtel de ville de la capitale gabonaise, est destinée à Averde, société adjudicataire. Car, dans la capitale gabonaise, c'est le gouvernement qui est en charge de la gestion du dossier des déchets ménagers. Mais alors, où le bât blesse-t-il ? Cette question est d'autant pertinente que, à ce qui semble, le changement de société adjudicataire n'a véritablement pas apporté grand chose à la situation. Pour preuve, il y a quelques années, la collecte et le ramassage des ordures ménagères à Libreville incombait à la Société gabonaise d'assainissement (SGA), puis à la Société de

mise en valeur des ordures ménagères du Gabon (Sovog), ensuite à Clean Africa et enfin à Averde. Dans tout cela, bien malin celui qui pourra dire quel aura été l'impact réel et durable de toutes ces structures privées dans les opérations de collecte et de ramassage des déchets. Surtout que, dans le même temps, on semble n'avoir pas anticipé les choses en dotant Libreville d'une nouvelle décharge fonctionnelle à même de faire face à son expansion démographique. Laquelle, tout naturellement, a pour corollaire l'accroissement de la quantité des ordures à collecter et à ramasser. Mais, alors me diriez-vous, quelles pourraient être les pistes

de solutions ? Les experts estiment qu'il serait temps que l'Hôtel de ville assume sa part de responsabilité. D'autant qu'il est non seulement propriétaire du domaine municipal, mais parce qu'il perçoit également des recettes non négligeables sur la base de l'Arrêté municipal du 24 août 2013, instituant une redevance de 8000 francs pour chaque tonne de déchet payable par tout opérateur se rendant à la décharge de Mindoube. Un sacré magot qui, si on le veut, pourrait permettre à la capitale gabonaise d'être "une ville un peu plus propre et écologique". Au moment où on s'apprête à renouveler les conseils locaux.